

L'Espagne honore en France Manuel Azaña, son dernier président de la République.

L'acte mémoriel hispano-français du 15 mars prochain s'inscrit dans la volonté de défendre nos démocraties, à la lumière d'une histoire et d'une mémoire communes.

Manuel Azaña sera honoré le 15 mars prochain à Montauban – Tarn-et-Garonne –, ville où le dernier président de la République espagnole est mort en exil le 3 novembre 1940. Symbole de cette République « errante », vaincu par la maladie et le chagrin, il échappe ainsi aux sbires franquistes qui, avec la complicité de la police de Vichy, cherchent à l'enlever pour le ramener à Madrid. La plaque apposée sur sa tombe au nom du gouvernement espagnol consacrera un lieu de mémoire démocratique, selon les termes de la loi promulguée le 19 octobre 2022.

Celui qui a été longtemps vilipendé, accusé de tous les maux du pays, par la longue dictature franquiste, a été l'homme des réformes républicaines les plus emblématiques au cours des deux ans où il a dirigé un gouvernement de coalition au début de la Seconde République d'octobre 1931 à septembre 1933 : instauration d'un régime parlementaire, laïcisation d'un pays inféodé à l'Église catholique, puissante promotion de l'instruction publique, restructuration d'une armée interventionniste, adoption du premier statut d'autonomie de la Catalogne, amorce de réforme agraire. Son « obsession de la modernisation démocratique » - saluée par Jorge Semprun - d'un pays attardé et inégalitaire heurte les intérêts des grands propriétaires, de la hiérarchie ecclésiastique et de hauts gradés de l'armée. Le putsch de juillet 1936, vite soutenu par Hitler et Mussolini, provoque une éphémère révolution sociale et ouvre une guerre à la fois civile et internationale. En 1939, la défaite du gouvernement légal aboutit à l'instauration de l'une des plus longues dictatures de l'Europe de l'Ouest et l'une des plus sanglantes.

Manuel Azaña, devenu en mai 1936 président d'une République bientôt attaquée, incarne la légitimité de ce régime honni des putschistes. Pendant cette longue guerre, tout en refusant la violence et, dès le début de 1937, multipliant les efforts vers un processus de paix, il n'a cessé de dénoncer la politique de non-intervention des démocraties, un « crime politique » selon lui.

La défaite républicaine survenue, comme près d'un demi-million de ses compatriotes, Manuel Azaña cherche refuge en France auprès de la République-sœur qu'il admirait mais qui n'avait pas su aider sa voisine d'outre-Pyrénées. À partir de cet exode massif, le premier alors au XX^e siècle en Europe occidentale, l'histoire commune franco-espagnole commence véritablement. Bien que considérés comme des « étrangers indésirables », les réfugiés sont parqués dans des camps de triste mémoire et nombre d'entre eux reprennent le combat contre le nazisme dans leur terre d'exil : volontaires dans les régiments de marche, organisateurs de réseaux de passages clandestins des Pyrénées, soldats de la France libre ou initiateurs, instructeurs et combattants dans les maquis de la Résistance. Longtemps oubliée, cette participation à la guerre aux côtés des Alliés et à la Résistance en France commence à être

mieux connue et honorée. L'entrée au Panthéon de Celestino Alfonso en février 2024, avec ses compagnons du groupe Manouchian, symbolise cette tardive reconnaissance. De même, chaque 24 août, Paris célèbre les républicains espagnols de la *Nueve*, compagnie de la 2^e Division blindée du général Leclerc, la première à entrer dans Paris en 1944. **Après la Seconde Guerre mondiale, le combat contre la dictature franquiste ne cessa point. Sacrifiés sur l'autel de la *Realpolitik*, des hommes et des femmes, au sein des partis et syndicats reconstitués en exil et à l'intérieur de l'Espagne, poursuivirent cette lutte inégale pour les libertés et la démocratie en Espagne.**

Aujourd'hui, la première génération de réfugiés républicains a pratiquement disparu, mais leurs descendants sont très nombreux en France, dans toutes les régions et pas seulement le grand Sud-Ouest, de la région parisienne à Brest, de la Bourgogne à la Normandie et, bien sûr, à Bordeaux, Toulouse, ou Perpignan et leurs environs. Ces nouvelles générations sont partie intégrante de tous les secteurs de la société française, en particulier dans les milieux culturels et de l'éducation, et sont souvent impliquées dans de nombreuses associations mémorielles créées depuis le tournant des deux siècles. Ce travail associatif, basé sur les valeurs de démocratie et de liberté portées par leurs parents et grands-parents, est motivé par un souci de reconnaissance et de réhabilitation de ces réfugiés si mal accueillis en France et pourtant si valeureux dans l'aide à leur nouveau pays.

Dans ce panorama associatif pluriel, une association d'une vocation distincte a vu le jour à Montauban, autour de la figure de Manuel Azaña, symbole d'une République assassinée. Depuis vingt ans, animée par des historiens, elle mène non seulement une activité mémorielle – mise en valeur de la tombe du dernier président espagnol, où lui est rendu chaque année un hommage public – mais aussi un travail historique destiné à approfondir et diffuser les connaissances autour de la Seconde République, de la Guerre civile et de l'immense exode fuyant la dictature. Un public nombreux, constitué de plus en plus d'étudiants et de lycéens, vient y chercher des réponses à des questionnements sans fin : comment et pourquoi une expérience démocratique soucieuse d'apporter davantage de liberté et de justice sociale a-t-elle été brisée dans le sang sous l'œil mi-clos des démocraties voisines ?

Ces interrogations ont beaucoup de sens aujourd'hui dans ce monde multipolaire où progressent dangereusement les idées simples, voire primaires, marquées par l'exclusion des plus faibles, la stigmatisation de l'autre et une volonté de puissance effrénée sans souci de l'humain, de la justice et encore moins de la solidarité. Que la France et l'Espagne se rapprochent le 8 mars prochain autour de la figure de Manuel Azaña pour rappeler à la fois la fragilité des démocraties et les combats à mener pour les défendre n'est pas sans résonance en 2025.

Jean-Pierre Amalric, Geneviève Dreyfus-Armand, Bruno Vargas

